

ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. UN MILITANT POLITIQUE SOUDANAIS DÉTENU AU SECRET

Le militant politique soudanais Alaa Aldin al Difana, arrêté le 26 décembre 2016, est détenu au secret sans inculpation, ce qui fait craindre qu'il ne subisse des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Il a besoin d'un avocat et de soins médicaux.

Alaa Aldin Daffalla al Difana, un Soudanais de 44 ans qui travaille dans une auto-école, a été arrêté le 26 décembre 2016 vers 9 heures du matin par des agents des forces de sécurité relevant du ministère de l'Intérieur dans son appartement de La Mecque (ouest de l'Arabie saoudite). Ceux-ci ont fouillé son domicile et saisi son téléphone et des documents sans présenter de mandat d'arrêt ni d'autorisation de perquisition. Depuis lors, Alaa Aldin al Difana se trouve à la prison de Dahaban, dans la banlieue de Djeddah (ouest de l'Arabie saoudite), où il a été détenu au secret la plupart du temps ; il risque donc de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Journaliste et membre de longue date de l'opposition, il prône le développement social et politique du Soudan. Il est détenu, semble-t-il, en raison de ses activités militantes sur Internet.

Alaa Aldin al Difana, père de six enfants, est détenu au secret depuis le 26 décembre et n'a été autorisé qu'à passer deux brefs appels téléphoniques le 24 janvier. Sa famille est sans nouvelles de lui depuis lors. Il n'a bénéficié d'aucune représentation juridique, ni lors de son arrestation, ni à un quelconque moment de sa détention. Selon sa famille, il a besoin de soins médicaux car il souffre du syndrome du colon irritable, pour lequel des médicaments lui étaient prescrits avant son arrestation. Sa famille craint aussi qu'il ne soit expulsé vers le Soudan, où il risquerait fortement d'être victime d'actes de torture et d'autres mauvais traitements.

Alaa Aldin al Difana est membre du parti de l'Oumma (*Hizb al Umma al Qawmi*), une formation politique de l'opposition soudanaise. Sur sa page Facebook, il a dénoncé la négligence médicale dans les hôpitaux et la corruption au sein des ministères au Soudan. Il est aussi un journaliste réputé qui a rédigé des articles pour divers sites Internet soudanais. Selon sa famille, il a déjà été arrêté en 2003, 2007, 2011 et 2012 en raison de ses activités militantes au Soudan. Il a quitté son pays pour l'Arabie saoudite en 2012. Plus récemment, il a exprimé, sur sa page Facebook, son soutien à l'égard du mouvement de désobéissance civile lancé au Soudan en novembre et décembre 2016.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités saoudiennes à libérer Alaa Aldin al Difana immédiatement et sans condition s'il est détenu uniquement en raison de son militantisme pacifique ;
- exhortez-les à faire en sorte que, en attendant sa libération, il ait accès sans délai aux soins médicaux dont il a besoin, puisse entrer en contact rapidement et régulièrement avec sa famille et l'avocat de son choix, et soit protégé de la torture et des autres formes de mauvais traitements ;
- priez-les instamment, conformément à leurs obligations au regard du droit international, de veiller à ce qu'il ne soit pas expulsé vers le Soudan, où sa sécurité serait véritablement menacée.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 AVRIL 2017 À :

Roi d'Arabie saoudite et Premier ministre

His Majesty Salman bin Abdul Aziz Al Saud

The Custodian of the two Holy Mosques

Office of His Majesty the King

Royal Court, Riyadh

Arabie saoudite

Fax (via le ministère de l'Intérieur) :

+966 11 403 3125 (merci de vous

montrer persévérant)

Twitter : @KingSalman

Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,

(Votre Majesté, dans le corps du

texte)

Ministre de l'Intérieur

His Royal Highness Prince Mohammed

bin Naif bin Abdul Aziz Al Saud

Minister of Interior

Ministry of the Interior, P.O. Box 2933,

Airport Road, Riyadh 11134

Arabie saoudite

Fax : +966 11 403 3125

Twitter: @M_Naif_Alsaud

Formule d'appel : Your Excellency, /

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Commission des droits humains

Bandar Mohammed Abdullah Al Aiban

P.O. Box 58889, Riyadh 11515

King Fahd Road

Building No. 3, Riyadh

Arabie saoudite

Fax : +966 11 418 510

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. UN MILITANT POLITIQUE SOUDANAIS DÉTENU AU SECRET

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Amnesty International a recueilli des informations sur la détention de deux autres Soudanais résidant en Arabie saoudite, Elgassim Mohammed Seed Ahmed (52 ans) et Elwaleed Imam Hassan Taha (44 ans), qui ont été arrêtés pour avoir soutenu par écrit l'action de désobéissance civile organisée au Soudan le 19 décembre 2016 pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité économique imposées par l'État. Ils ont été interpellés tous les deux le 21 décembre 2016, au moment où ils quittaient leurs bureaux de Riyadh, la capitale soudanaise. Elgassim Seed Ahmed est le fondateur d'un groupe Facebook public appelé The tragedy of the military and Kiezan governance in Sudan. Selon sa famille, ce groupe était critique à l'égard du régime mais, depuis l'arrestation d'Elgassim Seed Ahmed, la page a été piratée. Elwaleed Imam est membre de ce groupe. Les familles des deux hommes craignent qu'ils ne soient expulsés vers le Soudan, où ils risqueraient d'être victimes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Le 3 novembre 2016, le gouvernement soudanais a pris des mesures d'austérité dans le but de réduire le déficit commercial et de mettre un coup d'arrêt à la dépréciation de la livre soudanaise. Ces nouvelles mesures économiques ont entraîné une hausse importante des prix du carburant, des transports, de la nourriture, de l'électricité et des médicaments. Pour protester contre la nouvelle ligne économique suivie par le gouvernement, des militants politiques ont lancé un appel à une grève nationale de trois jours, qui a été largement suivie, du 27 au 29 novembre 2016. Un appel à une deuxième action de désobéissance civile, prévue pour le 19 décembre 2016, a ensuite été lancé ; des militants y ont apporté leur soutien sur place et depuis l'étranger. À titre préventif, les autorités soudanaises ont commencé, au début du mois de novembre 2016, à arrêter des dizaines de militants politiques et n'ont cessé de réprimer la liberté de la presse. Sept journaux ont ainsi vu leurs exemplaires saisis à 23 reprises en novembre et décembre.

Amnesty International a recueilli des informations sur une affaire similaire, celle de **Waleed Al Dood Al Makki Al Hussein** (voir l'AU 193/15, <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde23/2416/2015/fr/>), un ressortissant soudanais arrêté le 23 juillet 2015 à Al Khobar (province de l'Est, Arabie saoudite) par des agents de la Direction générale des enquêtes. Il a créé en 2005 le site *Al Rakoba*, qui est à présent l'un des sites d'information soudanais les plus connus. Sur ce site sont publiés principalement des informations provenant de diverses sources – parmi lesquelles le gouvernement soudanais – sur les affaires politiques ainsi que les questions économiques et sociales au Soudan. Un grand nombre d'articles critiquent la politique gouvernementale, et certains ont été censurés dans des journaux soudanais par les services de sécurité du gouvernement.

Waleed Al Hussein a été arrêté à son domicile et emmené d'abord à la Direction générale des enquêtes puis à la prison gérée par ce service, à Dammam. Il a été détenu à l'isolement sans inculpation pendant 113 jours et interrogé au sujet de ses critiques à l'égard du gouvernement soudanais et de sa participation à *Al Rakoba*. Selon un de ses proches, ceux qui l'ont interrogé lui ont dit qu'il avait été arrêté à la demande des autorités soudanaises. Waleed Al Hussein a été libéré en mars 2016 après s'être engagé par écrit à « être un bon citoyen », à « ne pas mener une quelconque activité politique à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume » et à « ne pas divulguer d'informations sur la prison ». Il a quitté l'Arabie saoudite pour les États-Unis le 20 septembre 2016.

Nom : Alaa Aldin Daffalla al Difana
Homme

AU 50/17, MDE 23/5779/2017, 28 février 2017

AMNESTY
INTERNATIONAL

